



Compte rendu du CTPL du 31 janvier 2011

A l'ouverture de la réunion, après la désignation du secrétaire adjoint de la séance, la CGT a fait une déclaration liminaire que vous retrouverez en intégralité sur le site local à l'aide du lien ci-après : <http://www.tresor.cgt.fr/89/spip.php?article418>

et dont voici des extraits :

Monsieur le Président

Comme tous les ans, le CTPL emplois a fixé le quota de suppressions d'emplois pour chaque direction de la DGFIP

Comme tous les ans, la Direction Générale des Finances Publiques se veut exemplaire, M PARINI a donc décidé de supprimer 2 667 emplois en 2011, dans l'Yonne, ce sont 17 emplois qui sont supprimés en 2011 (8 pour la filière fiscale et 9 pour la filière gestion publique).

Comme tous les ans, l'administration justifie sa politique de suppressions toujours de la même façon, en invoquant inexorablement l'ORE (-1005 emplois pour la filière gestion publique), l'informatisation, la dématérialisation, les réformes de procédures, les simplifications, les gains de productivité

Ces arguments ne tiennent pas la route car elle n'empêche pas la hausse du nombre de dossiers, l'augmentation des appels téléphoniques, ...

Comme tous les ans, que les indicateurs soient bons ou mauvais, le résultat final est le même : des suppressions d'emplois, avec pour conséquences pour les agents plus de stress, plus de pression « pour faire vite ce qui se voit ».

Comme tous les ans vous allez demander aux agents de travailler toujours plus, toujours plus vite, en étant toujours moins nombreux.

Comme tous les ans et au quotidien, les agents de la DGFIP sont victimes de ces suppressions d'emplois dictées par le dogme du pouvoir en place pour réduire les déficits publics.

Comme tous les ans les agents de la DGFIP voient :

- leurs conditions de travail qui continuent de se dégrader
- la moindre absence d'un collègue qui déstabilise un service
- le manque de moyens qui ne permet plus d'effectuer correctement les missions
- la pression hiérarchique qui s'intensifie sur tous (agents et chefs de service)

Puis la CGT a lu quelques extraits éclairants du Rapport à l'Assemblée Nationale du député Gilles Carrez sur la gestion des finances publiques et des ressources humaines ...il n'en tire évidemment pas les mêmes conclusions que la CGT,les questions qu'il pose montrent bien une dérive dans la politique d'emplois du ministère qui a largement atteint et dépassé ses limites !

Morceaux choisis concernant la DGFIP : La politique du non remplacement d'un départ sur 2 à la retraite est mieux que respectée. En 2011, les personnels de catégorie C supportent à hauteur de 144 % cet effort. La catégorie C a perdu plus de 20 % de ses effectifs depuis 2006.

Page 18 :

S'il semble que des gains de productivité soient encore possibles sur des fonctions support, back office ou des niches... la suppression annuelle, systématique, de 2 500 ETPT commence à poser problème. Pour le Rapporteur spécial, la DGFIP doit se préoccuper des conditions de travail et du climat interne pour éviter de créer un syndrome France Télécom.

Page 19 :

...Des efforts seront encore exigés de la DGFIP, mais où pourra-t-elle le faire porter et aura-t-elle le temps d'enregistrer de nouveaux gains de productivité ?

Sur le contrôle fiscal : Page 44 :

La Cour constate que la DGFIP a donné la priorité aux objectifs de rendement (nombre de contrôles et montants à recouvrer) orientant ainsi les contrôles vers les dossiers les plus faciles et délaissant les dossiers plus complexes qui obligent à des enquêtes longues. Cette orientation a pour effet de rendre la couverture des contrôles inégale sur certaines catégories de contribuables et de dispositifs fiscaux et sur certaines zones géographiques.

Monsieur le Président,

En fait nos services subissent le non remplacement de 2 départs sur 3 et des menaces de plus en plus pressantes pèsent sur certains services comme France Domaine.

Aucun agent de la DGFIP ne l'ignore, toutes les difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs missions sont liées aux suppressions d'emplois massives subies depuis plus de dix ans...

La participation massive des agents de la DGFIP aux mouvements sociaux du dernier semestre n'était pas seulement liée à l'opposition à la réforme des retraites, mais également un signe fort contre la politique d'austérité menée par le gouvernement sur l'emploi et les salaires.

Comment vont fonctionner les services ?

Malheureusement nous le savons bien : en parant au plus pressé, en sacrifiant les missions, en s'attachant uniquement aux apparences statistiques sous la pression hiérarchique et dans des conditions de vie au travail de plus en plus dégradées.

Combien de cas de souffrance au travail allons nous encore dénombrer dans l'avenir alors que 3000 ont été officiellement recensés en 2008 au Ministère ?

Qui va effectuer les missions des 9 emplois supprimés ?

Un bref rappel sans remonter trop loin :

Au 1^{er} janvier 2004 nous avions les emplois implantés suivants : 64 A, 96 B et 154 C soit un totale de 314 emplois

Au 1^{er} janvier 2011, avant le CTPL nous avons 58 A, 107 B et 112 C soit un total de 277 emplois, après le CTPL nous aurons 58 A, 110 B et 101 C soit 269 emplois .

Nous avons donc **perdu 45 emplois** soit près de 15% des effectifs. Depuis 2000 nous avons **aussi perdu le quart de nos trésoreries de proximité**.

Dans ce contexte, la CGT ne participera pas aux débats sur ce 1^{er} point de l'ordre du jour et laissera la direction locale seule face à ses responsabilités pour appliquer sans état d'âme cette politique de destruction d'emplois et de missions, au détriment du Service Public.

En questions diverses :

Suite à la visite des services de la TG par une délégation du syndicat le 18 janvier, la CGT a fait part de son sentiment.

Tout d'abord, de nombreux bureaux avec beaucoup de papier mais peu d'agents sûrement à cause des suppressions d'emplois et de quelques congés, certains sont trop chaud et d'autres limite, des installations d'ordinateurs non conformes par manque de place, des éclairages laissant à désirer notamment au 3ème étage.

Mais plus grave, malgré le très bon accueil dans tous les services du bâtiment principal, nous avons senti beaucoup d'inquiétude liées aux évolutions des missions par manque d'information ou par pleine conscience de ce qui nous attend. Beaucoup de questions sur la future DDFIP, les conditions de travail (par exemple : le manque de confidentialité au secteur public local, la charge de travail à la dépense avec Chorus, la tenue de la caisse par un agent de la compta qui fait les 3 étages assez souvent dans la journée, en fait elle est actuellement tenue par les agents de l'ERD...) les travaux d'amiante qui semblent reportés, le manque de place de parkings, les horaires, les remboursements de frais de déplacements des agents de l'ERD comme je vous l'ai déjà dit la semaine dernière lors du CTPD. A ce sujet est-ce concrètement payé aux agents ?

La CGT aimerait savoir combien de femmes avec 3 enfants ont confirmé leur demande de départ à la retraite et qu'un point communiqué au CTPL sur l'utilisation des comptes épargne temps?

En ce qui concerne la campagne de notation, la CGT a réitéré sa demande de transparence en matière de répartition des EKM (par unité de travail).

Elle a demandé si l'administration a lancé l'enquête auprès des personnels sur le PONT du 31 octobre, et où en sont les travaux à Sens municipale ?

Après les déclarations syndicales, le président a rappelé que les suppressions d'emplois étaient justifiées par la nécessité de réduire la dette, le déficit public. Par ailleurs, suite aux propos du député UMP Gilles Carrez il demande à voir s'il est exact que le rythme des suppressions d'emplois à la DGFIP est supérieur aux autres administrations). Pour le président le plan de qualification traduit la volonté de faire plus de promotions.

Il est conscient de la pression sur les personnels, mais ce n'est pas dû aux indicateurs. Les agents apprécieront !

Il a rappelé la nécessité de hiérarchisation des missions, l'attention qu'il portait à l'accompagnement des postes pour la réalisation des objectifs.

Il reconnaît qu'AGORA a désorganisé les services et que les agents sont inquiets par rapport aux évolutions.

En ce qui concerne la fusion : aucune date précise pour l'instant, la totalité des départements doit fusionner en avril mais cela n'implique pas des déménagements avant cette date obligatoirement.

1- Redéploiement des emplois :

Quelques échanges généraux ont eu lieu suite aux réponses du président, mais les représentants du personnel n'ont pas participé aux débats sur les suppressions d'emplois dans le département et ont refusé de voter sur les redéploiements et suppressions proposées par la direction locale.

Vous trouverez ci-après la situation nouvelle en comparaison avec 2010.

	ORE pour 2010	ORE pour 2011	rappel implantés B et C 2010	implantés B pour 2011	implantés C pour 2011	total implantés pour 2011	modifs
Aillant / Tholon	3,76	3,64	3,5	1,5	2,0	3,5	
Ancy le Franc	3,39	3,40	3,0	1,5	1,5	3,0	
Auxerre	19,37	17,76	18,5	5,0	5,5	10,5 *	-1,0
Auxerre E H	13,11	12,92	12,5	6,0	6,0	12,0	-0,5
Avallon	13,42	10,64	10,5	5,0	5,0	10,0	-0,5
SIP Avallon		2,67	2,0	1,0	1,5	2,5	0,5
Saint Fargeau	8,23	8,43	8,0	4,0	4,0	8,0	
Brienon	2,57	2,47	2,5	1,0	1,0	2,0	-0,5
Chablis	5,57	5,43	5,5	3,0	2,0	5,0	-0,5
Charny	2,78	2,72	2,5	1,0	1,5	2,5	0,5
L'Isle sur Serein	3,35	3,20	3,0	2,0	1,0	3,0	
Joigny	9,39	8,19	7,0	3,5	4,0	7,5	
SIP Joigny		1,96	2,0	1,0	1,0	2,0	
Migennes	6,13	6,17	6,0	3,5	2,5	6,0	
Saint Florentin	5,95	5,54	5,5	3,0	2,5	5,5	
Tonnerre	7,72	7,51	7,5	4,0	3,0	7,0	-0,5
SIP Tonnerre	1,43	1,40	1,0	1,0	0,0	1,0	
Toucy	6,10	5,98	6,0	3,5	2,0	5,5	-0,5
Vermanton	6,98	7,14	6,5	3,5	3,0	6,5	
Paerie Dépt	11,82	11,52	11,0	6,0	5,0	11,0	
Chéroy	3,30	3,29	3,0	1,0	2,0	3,0	
Pont sur Yonne	6,98	7,12	6,5	4,0	2,5	6,5	
Sens Agglo	4,32						
Sens Municipale	16,09	18,92	18,5	8,5	9,5	18,0	-0,5
SIP Sens	6,04	6,19	5,5	3,0	3,0	6,0	0,5
Sergines	2,38	2,38	2,5	1,0	1,0	2,0	-0,5
Villeneuve l'Arch	2,92	2,85	3,0	2,0	0,5	2,5	-0,5
Villeneuve/Yonne	5,68	6,81	5,5	3,0	3,5	6,5	1,0
PRS Auxerre			2,0	1,0	1,0	2,0	
SIP Auxerre				4,0	3,0	7 *	création
total	178,78	176,25	170,5	87,5	80,0	167,5	-3,0

	ORE pour 2010	ORE pour 2011	rappel implantés B et C 2010	implantés B pour 2011	implantés C pour 2011	total implantés pour 2011	modifications
Rect produits divers CTX	6,45	5,91	5,0	2,0	2,5	4,5	-0,5
redevance	2,00	2,00	1,0	1,0		1,0	
CF Dépense	2,57	0,96	2,0	1,0		1,0	-1,0
Comptabilité CQC	5,28	5,46	5,0	2,5	2,0	4,5	-0,5
France Domaine	1,00	2,00	2,0		2,0	2,0	
SPL Animation expertise	4,85	4,83	4,5	2,5	2,0	4,5	
DSF	6,23	5,44	6,5	3,0	2,0	5,0	-1,5
Ressources humaines	2,60	2,39	3,0	2,0	1,0	3,0	
Secrétariat	3,00	3,00	2,0		2,0	2,0	
Logistique	3,52	2,39	3,5	1,5	1,0	2,5	-1,0
agents de service	3,00	3,00	3,0		3,0	3,0	
Informatique Agt trait	1,00	1,00	1,0		1,0	1,0	
formation	0,30	0,30	0,0			0,0	
TOTAL TG	41,80	38,68	38,5	15,5	18,5	34,0	-4,5
ERD			9,0	6,0	2,5	8,5	-0,5
ERR			1,0	1,0		1,0	
TOTAL DEPARTEMENT	220.58		219	110	101	211	-8

2- Nouveaux protocoles Horaires variables des postes :

La CGT a fait remarquer l'absence de formalisation des votes des agents de chacun des postes .

Elle a fait part de son désaccord avec la formulation du début de l'article 2, qui rajoute de nouvelles restrictions sur la caisse et l'accueil figurant quelques lignes plus bas, car pour la CGT les agents et les chefs de poste sont pleinement responsables.

Au niveau des postes, elle a fait les remarques suivantes :

- 10 postes sur 17 à 5 jours ferment une ½ journée voir une journée par semaine. Tous les postes à 4,5 jours ferment une ½ journée. C'est une conséquence des suppressions d'emplois
- pour plusieurs postes les agents devront ouvrir une heure, voir 1h 30 (EH) avant le début de la plage fixe.
- En ce qui concerne les horaires de Tonnerre, ils n'ont pas été revus comme nous l'avions signalé lors du dernier CTP

En ce qui concerne la TG, compte tenu des incertitudes sur la date de la fusion, la CGT a demandé une consultation rapide des personnels actuellement en fonction pour savoir s'ils veulent modifier les horaires. Il serait anormal que les agents ne puissent bénéficier des évolutions réglementaires.

En réponse à nos interventions l'administration a reconnu l'absence de communication des votes, nous pourrions les consulter tous. Elle a maintenu la formulation de l'article 2 et indiqué que les horaires de Tonnerre n'étaient pas encore modifiés.

Pour la TG, la direction estime difficile de le faire maintenant pour revoter en avril, mais suite à notre insistance elle convient de la faire en cas de retard de la mise en place de la DDFIP.

3- Suppression de l'antenne de Briennon :

Le TPG a rappelé les difficultés techniques liées à la fermeture de Briennon qui n'avaient pas été anticipé compte tenu de la sortie rapide du JO annonçant la fermeture mais les dysfonctionnements de part et d'autre (localement et direction générale) ont été réglés.

Il a reconnu le manque d'info en direction des membres du CTPL.

Les agents ont été reçus pour leur préciser ce sur quoi ils avaient le choix.

La CGT a indiqué que les aspects techniques montrent une fois de plus que tout est fait dans la précipitation.

Elle est aussi revenue sur les aspects humains de ce problème et a reconnu que la direction a rencontré les agents mais pour leur dire que rien n'était négociable, que la seule possibilité était de partir plus tôt du poste de Brienon si elles le souhaitaient.

Elle a fait part de l'incompréhension légitime puisque :

- le TPG, en décembre, les avait rassuré sur leurs primes de restructuration (mais depuis mai 2010 les conditions ont changé, la prime est modifiée et surtout les distances pour avoir droit au montant plus élevé)
- le Fondé était le matin à Saint Florentin et a fait ensuite déplacer les agents à Auxerre... pour rien.

Pour la direction l'objectif était d'être clair avec elles et de leur présenter le choix, évidemment elle appliquera les textes.

4- Bilan de l'exécution budgétaire 2010:

Après la présentation des résultats 2010, la CGT a indiqué qu'il n'était pas possible de travailler sans les documents nécessaires suivants et qu'il est anormal d'être obligé de les quémander à chaque fois :

- Tout d'abord, les dotations que l'on demande à avoir au fur et à mesure : lors du CTPL du 15 novembre les crédits s'élevaient à 2 103 402 euros, dans les documents préparatoires ils sont passés à 2 154 041 euros sans information et encore moins de consultation sur l'utilisation des **50 639 €** supplémentaires.
- le détail des dépenses des postes ne nous est pas donné cette fois ci, alors que nous sommes à la fin de l'exercice, ce qui ne nous permet pas de travailler en comparaison.
- de même l'absence de communication des courriers des comptables présentant l'analyse de l'année passée et les demandes de l'année à venir ne nous permet pas de pouvoir assumer correctement notre mandat.

Toutes ces informations sont connues par la seule administration.

Ainsi nous pourrions être faussement amener à dire que le budget initial était suffisant avec des crédits à hauteur de 2 166 811 euros pour 2 153 502 euros de dépenses , faussement car on n'a pas les besoins exprimés par les comptables et les agents et que l'on a plutôt des impressions de dégradation de la situation .

De même, si on voit que les dépassements de certains postes correspondent aux travaux comme à Chablis, Vermenton et Sens Municipale, on ne sait pas si tous les travaux demandés sont exécutés et payés ... il semble que ceux liés au désamiantage à la TG souffrirait d'un manque de crédits.

Nous aimerions avoir des précisions, détaillées cette fois-ci sur les travaux prévus à la TG et les changements de services envisagés.

En ce qui concerne les différentes lignes budgétaires, mais nous aimerions savoir si vous avez une explication pour les plus en maintenance technique (15 000 euros) , en sécurité (13 000 euros), en prestations externes (14 000 euros).

La CGT a voté contre, sans remettre en cause le travail de l'ensemble du service mais à cause du manque de crédits.

5- Budget de référence 2011:

Commentaires de la CGT sur ce budget 2011 :

Les crédits de paiements 2011 passent de 2 166 811 euros à 1 853 450 euros, soit **moins 14.5 %** mais en fait il y a un recul de 36% des loyers , de 31 % des frais de stages et la suppression des dépenses liées au réseau RUBIS (41 523 euros en 2010).

C'est plus que la lettre de cadrage du 1^{er} ministre qui prévoyait une baisse de 10% .
C'est plus que la baisse de l'année dernière (-12.4%).
C'est du jamais vu en matière de restriction budgétaire.

Avec moins 300 000 euros, toutes les lignes budgétaires baissent par rapport aux dépenses 2010 sauf le nettoyage et l'entretien immobilier.

En fonctionnement les prévisions sont inférieures aux prévisions initiales 2010 : sur 11 lignes y compris sur les lignes les plus importantes comme l'affranchissement moins 23 000 euros, les locations avec moins 130 000 euros, les frais de déplacements avec moins 40 000 euros.
Toutes les lignes d'équipement baissent, à noter qu'il n'y a que 50 000 euros de prévisions de travaux.

Les crédits de tous les postes baissent sauf Saint Florentin, Sergines et la TG.

Cela n'augure rien de bon pour 2011.

La CGT a bien évidemment voté contre les restrictions budgétaires.

Ci –après quelques éléments budgétaires :

- par ligne budgétaire

Poste budgétaire	Prévisions 2010	Dépenses 2010	PREVISIONS 2011	différences
Fluides	120 770	133 092	124 378	-8 714
Nettoyage	76 344	75 653	76 471	818
Imprimés	16 030	20 287	18 255	-2 032
Fournitures	78 400	83 767	82 316	-1 451
Entretien immobilier	26 000	19 461	19 500	39
Maintenance technique	48 380	63 715	43 538	-20 177
Télécommunications	60 190	64 277	58 210	-6 067
Informatique fonctionnement	67 680	55 078	53 883	-1 195
Affranchissement	499 190	486 369	476 460	-9 909
Locations immobilières	602 996	522 635	473 798	-48 837
Frais de poursuites	33 510	23 756	18 310	-5 446
Sécurité fonctionnement	39 730	52 863	52 190	-673
autres dépenses de fonct	35 445	38 912	38 141	-771
Frais de déplacement	200 000	160 978	160 000	-978
Charges diverses de transport	12 000	19 349	12 000	-7 349
Prestataires externes	30 000	44 198	30 000	-14 198
total fonctionnement	1 946 665	1 864 390	1 737 450	-126 940
Travaux immobiliers	118 000	178 761	50 000	-128 761
Matériel logistique	20 000	56 379	10 000	-46 379
Matériel informatique	20 000	24 405	10 000	-14 405
Mobilier	10 000	25 256	10 000	-15 256
Autres immobilisations	0	4 311	0	-4 311
matériel de transport	0	0	0	0
Réserve	52 146	0	36 000	36 000
Total général	2 166 811	2 153 502	1 853 450	-300 052

- par poste :

	budget 2010	dépenses 2010	différence budget		budget 2011	différences entre budget et dépenses
TG	916 991	786 046	130 945		827 626	41 580
Aillant / Tholon	30 293	28 594	1 699		28 028	-566
Ancy le Franc	27 747	29 737	-1 990		24 963	-4 774
Auxerre	177 064	167 666	9 398		108 728	-58 938
Auxerre E H	61 887	70 218	-8 331		62 728	-7 490
Avallon	67 681	72 918	-5 237		69 233	-3 685
Saint Fargeau	57 128	62 104	-4 976		52 148	-9 956
Brienon	16 200	15 976	224		5 887	-10 089
Chablis	63 065	83 394	-20 329		63 380	-20 014
Charny	33 598	36 448	-2 850		34 564	-1 884
L'Isle sur Serein	26 260	28 472	-2 212		27 400	-1 072
Joigny	74 507	68 703	5 804		42 732	-25 971
Migennes	51 485	53 523	-2 038		49 727	-3 796
Saint Florentin	40 928	43 566	-2 638		46 692	3 126
Tonnerre	60 489	63 689	-3 200		61 351	-2 338
Toucy	49 143	52 863	-3 720		47 456	-5 407
Vermanton	39 913	60 566	-20 653		36 948	-23 618
Chéroy	28 820	33 583	-4 763		29 422	-4 161
Pont sur Yonne	55 864	62 157	-6 293		54 874	-7 283
Sens Municipale	171 794	212 408	-40 614		76 174	-136 234
Sergines	18 438	19 824	-1 386		20 470	646
Villeneuve l'Arch	15 795	18 542	-2 747		15 697	-2 845
Villeneuve/Yonne	32 336	36 386	-4 050		35 050	-1 336
SIP Sens	2 733	165	2 568			-165
SIP Joigny		3	-3			-3
SIP Avallon		130	-130			-130
Paierie Dépt	46 652	45 821	831		32 175	-13 646
total	2 166 811	2 153 502	13 309		1 853 453	-300 049

6- Questions diverses

→ Deux agents des DOMAINES ont demandé à pouvoir opter pour les horaires variables : demandes acceptées à l'unanimité.

→ L'administration nous donnera les éléments d'information demandés : départs en retraite, compte épargne temps

→ L'enquête sur le Pont du 31 n'est pas encore lancée

→ La décision n'est pas encore prise pour les effectifs de l'Isle sur Serein.

→ En ce qui concerne la transparence en matière de répartition des capital mois, la décision est toujours la même...opposition à la transparence...des fois que...

→ En fin de réunion le bilan de l'absentéisme 2010 nous a été communiqué.

Il fait apparaître :

- une différence de 854 jours de travail entre les effectifs implantés et les effectifs réels (emplois vacants)
- 3585.5 jours d'absence (maladie, formation, autorisations d'absence)
- 807 jours d'intervention des auxiliaires

L'équipe de remplacement correspond à 1931.5 jours de travail , ses effectifs sont pris sur les effectifs du département en diminuant les emplois implantés dans chaque poste, cela ne fait donc rien de plus pour couvrir l'absentéisme

SIEGEAIENT POUR LA CGT :

Claudine BEAU (Tonnerre) et Alain GUYADER

Caroline GERMAIN en qualité d'expert.

BULLETIN D'ADHESION

Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT



Alors, je me syndique...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

déclare adhérer au Syndicat National CGT Finances Publiques .

Signature :